



Diplomatie	Politique & pouvoirs	Réseaux d'affaires	Hommes d'influence
France Les "éminences grises" de Macron sur l'Afrique →P.2	Congo-B Clément Mouamba dans le pré-carré présidentiel →P.3	Centrafrique Touadéra à Tel Aviv pour sécuriser ses diamants ! →P.6	Gabon Arsène Emvahou, précieux informateur d'Ali →P.8

Afrique

PERSONNALITÉS POLITIQUES LE JOUR, BUSINESSMEN LA NUIT !

De plus en plus issus du secteur privé, les responsables politiques africains ne lâchent pas pour autant leurs sociétés quand ils arrivent au pouvoir, conduisant leurs affaires et celles du pays, tout en s'efforçant de faire coïncider les deux. Enquête.

Coton, médias et vérification. Totalement décomplexé sur toutes les questions liées aux conflits d'intérêts, **Patrice Talon**, président du Bénin depuis 2016, s'appuie sur le secrétaire général du palais de la Marina, **Pascal Koupaki**, lequel prépare les décrets souvent favorables aux entreprises du chef de l'Etat, dont l'**Association interprofessionnelle du coton** (AIC). Cette société est chargée de distribuer les intrants aux cotonculteurs. Elle est elle-même en affaires avec la **Société de distribution intercontinentale** (SDI) de Patrice Talon, à laquelle

elle vend des intrants. Fondateur du cabinet **Fiduciaire d'Afrique**, l'expert-comptable **Johannes Dagnon**, actuel conseiller spécial du chef de l'Etat béninois, s'est vu attribuer le contrat d'audit de la ville de Cotonou (voir [p.5](#)). Patrice Talon possède, par ailleurs, le monopole de la vérification des importations via sa société **Bénin Control**. Au Burkina Faso voisin, l'actuel ministre des mines **Oumarou Idani** n'a pas abandonné son cabinet **Ergeci développement**. Cette structure, actuellement confiée à l'un de ses cadres, **Maman Tassiou Harouna Yerima**, a récemment remporté plusieurs gros contrats, dont une étude sur la gestion environnementale et sociale dans le secteur minier. Pour sa part, le ministre des transports **Souleymane Soulama** reste le partenaire associé de **Synergie**, l'une des plus grandes agences de com' du pays. Son homologue de la communication possède toujours la télévision privée **Burkina Info TV**. Le chef de la diplomatie burkinabè **Alpha Barry** est également à cheval entre le public et le privé en restant patron de l'influente **Radio Omega**, et envisage de lancer une chaîne de télévision d'ici 2018.

Événementiel et transport... En Côte d'Ivoire, dans la capitale économique, la société **Citrans logistique et patrimoine**, opportunistement créée en 2014 par **Zoumana Bakayoko**, le frère aîné du ministre de l'intérieur et de la sécurité **Hamed**

Bakayoko, s'est vue octroyer l'une des deux concessions de transport fluvial à Abidjan ([@LC n°743](#)). L'ex-gendre d'**Alasane Ouattara**, **Benedict Senger** préside, quant à lui, **Webb Fontaine Côte d'Ivoire**, filiale du groupe **Webb Fontaine**, qui contrôle les importations et les exportations du pays. Plus au Sud, le ministre congolais des grands-travaux **Jean-Jacques Bouya** a confié à son épouse, **Julia Bouya**, fondatrice d'une entité portant son nom, la gestion des espaces publics de l'aéroport Maya-Maya de Brazzaville. Actuel ministre du travail et de la sécurité sociale au sein du gouvernement de **Clément Mouamba**, **Emile Ouosso** dirige par ailleurs la société de BTP **Sipam-TP**. Lorsqu'il gèrerait le portefeuille de l'équipement et des travaux publics de 2009 à 2016, Emile Ouosso avait choisi sa propre entreprise pour l'attribution de plusieurs chantiers, dont des routes dans le nord du pays. D'autres personnalités comme **Julienne Johnson** alias "Joujou" et **Ninelle Ngouélondélé**, les deux filles de **Denis Sassou Nguesso**, gèrent la société d'événementiel **Ben'Tsi** (montage de chapiteaux, décoration, affrètement d'avions, etc.), dont le principal client est... la présidence congolaise. *Last but not least*, la présidente de la Cour constitutionnelle du Gabon, **Marie-Madeleine Mborantsuo** est l'heureuse propriétaire de l'**Université internationale de Libreville** (UIL), une institution privée inaugurée en 2014 et qui accueille plus d'une centaine d'étudiants triés sur le volet. ●

Au palais

MAURITANIE

"AZIZ" NE ROULE PAS POUR MACRON

Mohamed Ould Abdel Aziz n'a pas caché sa déception à l'issue des résultats de la présidentielle française, le 7 mai. A défaut de **Nicolas Sarkozy**, dont il a été très proche mais avec qui il n'est plus en contact, le chef de l'Etat mauritanien avait misé sur le candidat de **Les Républicains** (LR) **François Fillon**... éliminé dès le premier tour.

GUINÉE

ALPHA CONDÉ À LA RECHERCHE DE SON JET

Seul Etat ouest-africain avec le Libéria et la Sierra Leone à ne pas posséder d'avion de commandement, la Guinée pourrait bientôt acquérir un jet pour les déplacements officiels d'**Alpha Condé** et de ses délégations. Selon nos sources, le chef de l'Etat, qui a besoin de plus d'autonomie et de flexibilité pour exercer

ses fonctions de président de l'**Union africaine** (UA), pencherait personnellement pour un **Falcon** de l'aviateur français **Dassault**.

CÔTE D'IVOIRE

ADO AU BORD DE LA CRISE DE NERFS !

Le président ivoirien **Alassane Ouattara** a menacé de démissionner de sa fonction, le 15 mai, face à l'incurie de son entourage et de la hiérarchie

militaire à gérer les mutineries ayant de nouveau embrasé le pays dont Abidjan, mi-mai. Le premier ministre **Amadou Gon Coulibaly** a finalement convaincu le chef de l'Etat de la nécessité de payer les soldats récalcitrants. Alassane Ouattara s'y était pourtant vigoureusement opposé sur la foi de l'engagement des militaires à renoncer à des primes promises par le gouvernement à la suite des précédentes mutineries de janvier.

France

LES "ÉMINENCES GRISES" D'EMMANUEL MACRON SUR L'AFRIQUE

Difficilement classable politiquement, le nouveau président français peut compter sur une pléthore de "compétences" pour lui décrypter l'Afrique mystérieuse.

Hormis un stage de six mois au Nigéria dans sa prime jeunesse, le successeur de François Hollande n'a guère foulé la terre africaine. Nombre de collaborateurs ou connexions politiques ne manqueront cependant pas de le conseiller et de l'orienter dans son rapport avec ce continent.

Hubert Védrine en back-office. Discret durant la campagne électorale, **Hubert Védrine** est très écouté par le nouvel occupant de l'Elysée. Fin 2013, l'ex-ministre des affaires étrangères de **Lionel Jospin** (2002-2007) avait publié le rapport *Un partenariat pour l'Afrique* lequel fait, aujourd'hui encore, office de canevas pour la politique africaine d'Emmanuel Macron. Ce rapport, qui prône une ouverture vers les géants économiques du continent, a été corédigé avec les économistes **Hakim el-Karoui**, **Jean-Michel Severino**, **Tidjane Thiam** et **Lionel Zinsou** - ancien comparse de Macron au sein de la banque **Rothschild**. Il avait déjà servi de référence dans les relations que le nouveau président français a su instaurer avec ses homologues africains dès sa nomination à Bercy, mi-2014, comme ministre de l'économie. Président de la **Fondation AfricaFrance pour une croissance partagée** et membre de la **Mission de la mémoire de l'esclavage, des traites et de leurs abolitions** pilotée par **Jean-Marc Ayrault**, **Lionel Zinsou** s'est d'ailleurs démultiplié depuis la victoire de son ex-collègue.

Offres de services. Zinsou est un ami personnel de **Jules-Armand Aniambosou**, énarque sorti de la promotion Senghor comme Emmanuel Macron (2004). Avec **Aurélien Lechevallier**, conseiller diplomatique du candidat d'**En Marche !**, cet ancien préfet qui fut ambassadeur du Bénin en France forme un duo soudé au chef de l'Etat français. A ces connaissances de longue date se sont déjà greffées des personnalités comme l'avocat **Jean-Pierre Mignard**, lequel a ouvert ses réseaux algériens au président français. Proche de Mignard et défenseur, avec ce dernier, de l'Etat ivoirien dans le procès **Gbagbo**, **Jean-Paul Benoit** a fait une offre de service (📍 [LC n°749](#)) tout comme le secrétaire général de l'**Assemblée parlementaire de la francophonie** (APF), le député **Pascal Terrasse**. Emmanuel Macron peut également compter sur le diplomate **Jean-Marc Simon**, reconverti dans le lobbying (📍 [LC n°732](#)). Ex-ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, Simon était en poste au Nigéria lorsque Macron a fait son stage à l'ambassade de France dans ce pays durant son cursus à l'ENA. ●

Mission spéciale

FRANCE/GABON MACRON APPROCHÉ PAR JEAN PING

Alors qu'il se proclame toujours le "président élu" du Gabon au terme du scrutin d'août 2016, **Jean Ping** a approché les équipes d'**Emmanuel Macron** pour tenter d'obtenir un rendez-vous avec celui qui a été investi, le 14 mai, nouveau président de la France. Quelques semaines auparavant, l'ex-président de la commission de l'**Union africaine** (UA) était passé par **Aurélien Lechevallier**, conseiller diplomatique de Macron chargé des questions internationales lorsque ce dernier était encore candidat à la présidentielle de mai (📍 [LC n°747](#)).

SAHEL BRUNO GUIBERT APPELÉ À COMMANDER BARKHANE

Comme chaque année à la même période, le dispositif **Barkhane** devrait changer de commandement à l'été. Nommé en août 2016, le général **François Xavier Le Pelletier de Woillemont** (📍 [LC n°729](#)) cédera sa place à **Bruno Guibert** à N'Djamena, au Tchad, siège du "PC" de cette opération de lutte anti-terroriste. Issu

de l'infanterie de marine, **Bruno Guibert**, 55 ans, dirige actuellement la 3^e division en France. Il a accompli une partie de sa carrière au 3^e **Régiment de parachutiste d'infanterie de marine** (RPIMa) qu'il a même commandé de 2004 à 2006. Il a aussi officié à l'état-major interarmées des **FFDJ**, à Djibouti, ainsi qu'à La Réunion. Sa participation à des opérations extérieures l'a amené à intervenir au Tchad, en Centrafrique, au Rwanda et en Côte d'Ivoire. Le 1^{er} août 2013, **Bruno Guibert** avait pris le commandement de l'**EUTM** (*European Union Training Mission in Mali*), la mission de formation militaire de l'**Union européenne** (UE) dans ce pays. Son arrivée au Tchad intervient alors que le dispositif **Barkhane** est de plus en plus critiqué par rapport aux faibles résultats engrangés sur le terrain.

GUINÉE/ISRAËL AMARA CAMARA, L'HOMME DE CONDÉ À TEL AVIV

Ambassadeur de Guinée en France et au Portugal depuis 2011, **Amara Camara** représentera aussi son pays en Israël, tout en conservant sa résidence à Paris. Cet homme de confiance

du président **Alpha Condé**, ex-haut fonctionnaire de l'**Unesco**, devient ainsi le premier ambassadeur guinéen nommé auprès de l'Etat Hébreu depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, en 1967. Principale mission assignée à ce diplomate chevronné et fin connaisseur du Moyen-Orient : attirer les investisseurs israéliens vers la Guinée, un pays toujours qualifié de "*scandale géologique*" en raison de son potentiel minier sous ou mal exploité.

FRANCE/CÔTE D'IVOIRE MICHEL ROUSSIN ENFONCE LE CLOU FACE À KABLAN DUNCAN

Malgré l'absence de fébrilité apparente de **Daniel Kablan Duncan** après les nouvelles mutineries ayant touché la Côte d'Ivoire mi-mai, **Michel Roussin** n'a pu s'empêcher d'interpeller le vice-président ivoirien lors de sa venue au **Medef**, à Paris (voir [p.7](#)). L'ancien ministre de **Jacques Chirac** et actuel vice-président de **Medef International** n'a pas hésité à demander à son hôte si ces mutineries à répétition n'étaient pas de nature à "*déstabiliser durablement*

le pays". Bien assis dans son fauteuil, **Daniel Kablan Duncan** a minimisé ces événements en évoquant des questions "*d'ordre salarial*" appelées à être rapidement soldées. Voilà les patrons français rassurés !

FRANCE/CÔTE D'IVOIRE GUILLAUME SORO EN MARCHÉ ! À ABIDJAN

Guillaume Soro n'a pas caché sa joie auprès de son premier cercle après la victoire d'**Emmanuel Macron**, le 7 mai, à la présidence de la République française. Le président de l'Assemblée nationale ivoirienne, qui vient de longuement séjourner en France, voit dans le nouveau locataire de l'Elysée un exemple pour son propre pays où les partis traditionnels comme le **Parti démocratique de Côte d'Ivoire** (PDCI) et le **Rassemblement des Républicains** (RDR) refusent de lui faire la courte échelle pour le scrutin de 2020. **Guillaume Soro** pourrait s'inspirer de **La République en Marche !**, mouvement lancé par le successeur de **François Hollande**, pour créer, en Côte d'Ivoire, un vaste mouvement dépassant les clivages politiques.

Congo-B

CLÉMENT MOUAMBA DANS LE PRÉ-CARRÉ PRÉSIDENTIEL

Confiné à l'économie lors de sa nomination en 2016, le premier ministre s'impose désormais sur les dossiers stratégiques.

Nommé pour assainir la situation financière catastrophique du Congo-B, **Clément Mouamba** s'emploie à gérer les dossiers dévolus à **Denis Sassou Nguesso**. Un fait sans précédent.

Sécurité. Politiquement, le premier ministre, 73 ans, marque sa volonté de s'ériger en rempart contre le milicien **Frédéric Bitsamou**, alias "**Pasteur Ntoumi**", rendu coupable, selon lui, d'asphyxier l'économie de Brazza-

ville en menant une guerre dans le Pool, département jouxtant la capitale ([@ LC n°741](#)). Ex-banquier de la **Banque des Etats d'Afrique centrale** (BEAC), Clément Mouamba exige désormais d'être tenu informé de l'évolution de la situation par le ministre de la défense, **Charles Richard Mondjo**, et le chef d'état-major des **Forces armées congolaises** (FAC), **Guy-Blanchard Okoï**. Jusqu'ici, ces deux fidèles de Sassou ne rendaient compte qu'à ce dernier. Le premier ministre a aussi conforté ses relations avec **Jean-Dominique Okemba**, patron des services secrets, qui suit de près ce dossier.

Affaires présidentielles. Parallèlement, Clément Mouamba n'hésite pas à affronter le clan présidentiel. Le 11 mai, il a annulé une note, prise la veille, par le ministre des postes et télécoms, **Léon Juste Ibombo**. Ce proche d'**Edgar Nguesso**, neveu de Sassou Nguesso, avait relevé de son poste **Yves Castanou**, le patron de l'**Agence de régulation des postes et communications électroniques** (ARPCE) et neveu de la première dame **Antoinette Sassou Nguesso**. En mars,

Mouamba s'est appuyé sur son ministre du pétrole, **Jean-Marc Thystère Tchicaya**, pour suspendre le contrat autorisant la **Société congolaise de transports maritimes** (Socotram) de **Guy Wilfrid Nguesso**, dit "Willy", parent de Sassou Nguesso, de percevoir directement les taxes auprès des sociétés pétrolières de Pointe-Noire ([@ LC n°750](#)). Pour accroître son emprise sur les domaines réservés, le chef du gouvernement mise sur ses proches tant au gouvernement qu'à la primature. Son directeur de cabinet **Rigobert Maboundou** et son conseiller politique **Martin Oyali** sont chargés de suivre les régies financières. Conseillère spéciale chargée de la promotion de l'investissement direct étranger et, par ailleurs, patronne de l'**Agence pour la promotion des investissements** (API), **Judith Cendrine Sassou Nguesso**, l'une des filles cadettes du président congolais, lui sert de relais auprès du chef de l'Etat. Quant au conseiller spécial chargé de la gouvernance, **Gervais Bouiti-Viaudo**, un parent de la première dame, il veille à maintenir les bons rapports entre cette dernière et le premier ministre. ●

GABON Emmanuel Issoze Ngondet gagne en influence

A l'inverse de ses prédécesseurs, le premier ministre est choyé par le régime Bongo. Voici pourquoi.

Nommé chef du gouvernement en septembre, **Emmanuel Issoze Ngondet** doit sa promotion à son activisme dans sa province natale de l'Ogooué-Ivindo lors de la dernière campagne électorale. Avec le Haut-Ogooué, cette province du nord-est du pays est l'une des rares à avoir voté majoritairement pour **Ali Bongo**. Marginalisée sous le régime d'**Omar Bongo**, l'Ogooué-Ivindo, qui abrite le très prometteur gisement de fer de **Belinga**, est devenu subitement un enjeu de leadership politique au sein de l'exécutif. Le chef du gouvernement, fils d'un ex-ministre de **Léon Mba**, se trouve notamment en concurrence avec son "frère ennemi" **Alain-Claude Bilié By Nzé**, ministre de la communication, natif de la même province.

Pour gagner en influence Emmanuel Issoze Ngondet s'appuie sur le général à la retraite **Raphaël Mamiaka**, figure incontournable de cette région qui a commandé la gendarmerie gabonaise de 1990 et 1994. Son fils, **Guy Maixent Mamiaka**, est l'actuel ministre délégué au budget. Emmanuel Issoze Ngondet y cultive également ses réseaux. Il est lié à **Flavien Enongoué**, le nouvel ambas-

sadeur du Gabon en France, un *Kota* de Makokou comme lui. L'ambassadeur du Gabon à Washington, **Michael Moussa Adamo**, également natif de Makokou, est un autre de ses proches tout comme l'actuel DG du protocole d'Etat, **Noël Nelson Messone**, *Fang* d'Ovan, ancien ministre et ambassadeur du Gabon en Belgique.

Pour mieux relayer ses initiatives et ses dossiers auprès d'Ali Bongo, le premier ministre compte, au Palais du bord de mer, sur ses amis **Guy Rossatanga-Rignault**, secrétaire général de la présidence, et sur **Etienne Massard Kabinda Makaga**, ministre des affaires présidentielles et de la défense nationale. Coordonnateur du "Dialogue national" entre pouvoir et opposition, le chef du gouvernement dispose d'une marge de manœuvre dont ses prédécesseurs étaient dépossédés, en particulier **Raymond Ndong Sima**, en raison des incursions répétées de l'ex-directeur de cabinet présidentiel, **Maixent Accrombessi**, dans les rouages gouvernementaux. Bien qu'il soit peu au fait des sujets économiques, Emmanuel Issoze Ngondet suit également de près le dossier *Belinga*, gisement d'un milliard de tonnes toujours convoité par les majors chinoises, australiennes ou encore brésiliennes. ●

Actuellement sur le site



ALERTE

Publiée par La Lettre du Continent

FRANCE/TOGO - Un proche de Manuel Valls se recycle chez son ami Faure Gnassingbé

ENQUÊTES

Publiées par Africa Energy Intelligence

CÔTE D'IVOIRE - Le lobbying des troupes de Martin Bouygues va-t-il payer dans l'offshore ?

SÉNÉGAL - Bientôt un arbitrage sur Rufisque ?

Publiées par Africa Mining Intelligence

CONGO-K - Glencore et Trafigura pris dans la nasse katangaise

AFRIQUE - Duel entre le courtier minier Zai et la bourse de Londres



Téléchargez l'appli mobile d'Africa Intelligence

- Application réservée aux abonnés

- Disponible sur App Store, Google play

BURKINA FASO Le "général" Roch Kaboré sur le front !

Accusé de laxisme dans ce domaine, le chef de l'Etat a revu l'organigramme militaire du pays.

Le remplacement, le 27 avril, du chef d'état-major général des armées **Pingrenoma Zagré** par **Sadou Oumarou** a sonné le début de la recomposition du commandement militaire et la rupture avec le régime de **Blaise Compaoré**. Impliqué dans plusieurs missions onusiennes en Afrique, le colonel-major **Léon Traoré** a remplacé le colonel-major **Raboyinga Kaboré** à la tête de l'armée de terre. Patron de la gendarmerie nationale depuis 2011 sous l'ancien régime, le colonel **Marcel Tuandaba Coulibaly** a cédé sa place au colonel **Marie Omer Bruno Tapsoba**. Ces nominations, par le président **Roch Marc Christian Kaboré**, ont écarté les proches de l'ancien président **Yacouba Zida**, du général-putschiste **Gilbert Diendéré** ou de **Djibrill Bassolé**, général de gendarmerie proche du chef d'Etat défait fin 2014. Des figures comme les colonels **Auguste Denise Barry**, **Boubacar Bah**, **Serge Alain Ouedraogo**, **Evrard Somda** n'ont eu aucun droit au chapitre.

Rappelé de Taïwan où il officiait comme attaché de défense à l'ambassade du Burkina Faso, l'intendant colonel-major **Jean-Baptiste Parkouda** s'est vu confier la stratégique **Direction centrale de l'intendance militaire** tandis que le colonel **Salif Tinguery** a été bombardé directeur du matériel des armées. Ce dernier avait présidé la commission devant conduire au désarmement du **Régime de sécurité présidentielle (RSP)** de Blaise Compaoré. Secrétaire général du ministère de la défense depuis plusieurs années, le colonel-major **Alassane Moné** a été remplacé par le civil **Justin Somé**. Ex-membre des services de renseignement, **Jean Bosco Kienou** prend la tête de la police nationale en remplacement de **Lazare Tarpaga**, dont le départ était exigé par le corps policier. Désormais libérés de leurs fonctions, ces officiers, qui n'ont pas répondu à la convocation de la justice militaire concernant l'instruction du putsch de septembre 2015, ne pourront plus échapper à leurs obligations. La future **Agence nationale de renseignement (ANR)** et le **Conseil de défense et de sécurité** devraient parachever cette réforme de fond. ●

CÔTE D'IVOIRE Charles Koffi Diby attendu devant la justice

Le président du CES comparaitra en juin dans le dossier lié à la vente de plusieurs biens immobiliers de l'Etat.

La cour d'appel du tribunal de première instance du quartier du Plateau à Abidjan a convoqué, le 14 juin, le président du **Conseil économique et social (CES)**, **Charles Koffi Diby**, et l'ambassadeur de Côte d'Ivoire auprès des représentations onusiennes à Genève, **Guy-Alain Gauze**, dans le cadre du procès lié à la vente pour plus de 10 millions €, en juin 2010, de la résidence de Vandoeuvres. Cette prestigieuse villa est située non loin du golf de Cognoy, près de Genève. Principal prévenu accusé d'avoir détourné une partie des fonds de cette opération, l'avocat **Yaya Sanogo**, chargé de gérer le patrimoine de l'Etat ivoirien sous le régime de **Laurent Gbagbo**, a révélé lors des précédents procès, documents à l'appui, que cette vente avait été avalisée par Charles

Koffi Diby, alors ministre des finances. Début 2012, le premier ministre **Jeannot Ahoussou Kouadio** avait saisi l'avocat **Mario Stasi**, décédé à la fin de la même année, pour porter plainte contre Sanogo.

Cette plainte avait été classée sans suite par le doyen des juges d'instruction du pôle financier de Paris après une audition de plus de neuf heures de Yaya Sanogo. Mandaté à son tour par **Alassane Ouattara** pour auditer la gestion du patrimoine de la Côte d'Ivoire en Europe ([@ LC n°653](#), [LC n°668](#)), l'avocat **Jean-Paul Benoit** n'avait pas relevé d'irrégularités dans cette opération. Le chef de l'Etat ivoirien a même décidé de racheter la même résidence. Toutefois, le parquet a fait appel d'une décision de non-lieu prononcée en 2016 par le tribunal de première instance d'Abidjan. Depuis le début de cette affaire, les comptes de Yaya Sanogo et de son épouse **Liliane-Yvette Robaix-Sanogo** sont toujours bloqués sur décision de la justice ivoirienne. ●

CAMEROUN/FRANCE

LA "LEÇON INAUGURALE" DE FOMUNYOH À SCIENCES-PO

Le camerounais **Christopher Fomunyoh**, directeur régional Afrique du **National Democratic Institute (NDI)**, un think-tank proche du **Parti démocrate** américain établi à Washington, a donné une conférence à **Sciences-po** Paris, fin avril, sur "*La problématique des élections en Afrique, anciennes et nouvelles perspectives*". Cette intervention faite en français a suscité de vifs débats émanant de l'auditoire fourni d'étudiants, notamment Africains. Originaire du Cameroun "anglophone", diplômé - entre autres - de la **Harvard Law School** et de l'**Université de Boston**, le responsable du NDI a insisté sur la nécessité, pour ses compatriotes, de "*transcender le clivage francophone/anglophone*" pour se concentrer sur la lutte pour la consolidation de la démocratie et l'organisation, en 2018, d'un scrutin présidentiel "*libre et transparent*".

CÔTE D'IVOIRE

WEBB FONTAINE POURRA-T-IL RENOUVELER SON CONTRAT EN 2018 ?

La concession délivrée en 2013 à la société **Webb Fontaine Côte d'Ivoire**, filiale du groupe dubaïote **Webb Fontaine** spécialisé dans la gestion et le contrôle du guichet unique du commerce extérieur, doit théoriquement prendre fin en 2018. Selon nos sources, les autorités ivoiriennes ne prévoient pas de renouveler ce contrat et préfèrent former des douaniers afin de vérifier les importations entrant dans le pays, notamment à partir du **Port autonome d'Abidjan (PAA)**. Ce corps de douaniers devrait prendre la relève sur toutes les procédures du commerce extérieur concédées à Webb Fontaine Côte d'Ivoire, actuellement dirigé par **Benedict Senger**, l'ex-gendre d'**Alassane Ouattara**. Le contrat de Webb Fontaine avait été attribué par **Kaba Nialé**, alors ministre des finances, et son collègue **Jean-Louis Billon** (commerce) sur recommandation de la présidence. Anticipant cette décision, Webb Fontaine prépare sa reconversion dans d'autres secteurs.

AFRIQUE

LE RAPPORT CYCLOPE S'INQUIÈTE POUR LE CACAO

Premier exportateur mondial de cacao, la Côte d'Ivoire connaît des répercussions négatives de l'effondrement, à partir de mi-2016, du marché mondial de cette matière première stratégique. Selon l'**Organisation internationale du cacao (ICCO)**, la production de ce pays a baissé de 12% entre 2014-2015 et 2015-2016. Selon le 31^e rapport *Cyclope* sur les matières premières, rendu le 15 mai et codirigé par **Philippe Chalmin** et **Yves Jégourel**, maître de conférences à l'**Université de Bordeaux**, le secteur cacaoyer ivoirien subit une "*crise d'adolescence*". Début 2017, le **Conseil café-cacao (CCC)** a demandé aux exportateurs de continuer à acheter les fèves au prix minimum garanti, en s'engageant à couvrir toute perte financière, bien que son fonds de réserve puisse ne pas être suffisant. "*Une erreur de jeunesse qui pourrait être lourde de conséquences*", selon le rapport.

BÉNIN Patrice Talon se paie Léhady Soglo, maire de Cotonou

Commandé en octobre 2016 par le président **Patrice Talon**, l'audit des quinze plus grandes municipalités du Bénin, dont celle de Cotonou, produit ses premiers résultats. L'étude sur la mairie de la capitale économique, que *La Lettre du Continent* a pu obtenir (voir [ICI](#)), pointe de nombreux dysfonctionnements. Outre une "utilisation sans discernement des modèles de plans et devis provenant de dossiers d'appel d'offres", elle relève une "absence d'étude technique approfondie" concernant les travaux de réfections et de voiries ; "une insuffisance de contrôle qualité" sur les chantiers par la **Direction des services techniques (DST)** ;

une "non atteinte réelle des objectifs de développement" de la ville ou encore le "faible niveau de qualification des personnels". Si ces défaillances ont été admises par l'équipe municipale, tout porte à croire que cet audit devrait être avant tout utilisé à des fins politiques par le palais de la Marina. La mairie de Cotonou est actuellement gérée par **Léhady Soglo**, le fils de l'ex-président **Nicéphore Soglo**, et adversaire politique de Patrice Talon. Simple coïncidence ? Cet audit a été réalisé par le cabinet **Fiduciaire d'Afrique** de **Johannes Dagnon** (voir [Op.6](#)), cousin et bras-droit de l'actuel président béninois ([LC n°752](#)). ●

CÔTE D'IVOIRE Ouattara-Soro : la coupe est pleine !

Alassane Ouattara ne décolère pas contre son armée composée majoritairement d'ex-rebelles des **Forces nouvelles (FN)** de **Guillaume Soro** lui ayant permis de s'installer dans son fauteuil en 2011. A quelques semaines de l'ouverture des **Jeux de la francophonie**, les nouvelles mutineries ayant touché le pays, dès le 12 mai, ont jeté le voile entre le chef de l'Etat et le président de l'Assemblée nationale. Contrairement au règlement des mutineries de début janvier, Soro n'a pas été associé à la gestion de cette crise. Entre deux tweets, il a dû faire tapisserie, se contentant d'un dîner avec plusieurs ambassadeurs africains en poste à Abidjan pour leur donner sa version des faits. Ouattara

a d'autant plus refusé de prendre l'ex-chef-rebelle au téléphone que le **Groupe de sécurité du président de la République (GSPR)** commandé par **Vagondo Diomandé** et la **Garde républicaine (GR)** du colonel **Issiaka Ouattara** - deux hommes de Soro - ont rechigné à déloger les mutins à Abidjan. Le président ivoirien a confié le dossier au premier ministre **Amadou Gon Coulibaly** qui a multiplié les réunions avec les forces de sécurité. Concepteur d'une future réforme de l'armée, le colonel Saint-Cyrien **Robert Esposti** a eu de longs entretiens avec le ministre de la défense **Alain Richard Donwahi** et Gon Coulibaly pour leur soumettre une solution de sortie de crise. ●

SÉNÉGAL "Y'en a marre" dans le collimateur de Macky Sall

A l'approche des législatives du 30 juillet, le mouvement "**Y'en a marre**", qui mobilise l'opposition dans la banlieue de Dakar, commence à agacer sérieusement le gouvernement de **Macky Sall**. Bénéficiant d'un statut d'organisation de la société civile et reconnu comme tel par les bailleurs de fonds du Sénégal, ce mouvement citoyen présidé par **Fadel Barro** a reçu, en janvier, 472 000 € de la part de l'**Union européenne (UE)** via le **Gret** (Groupe de recherche et d'échange technologique). Cette enveloppe a été allouée pour la mise en œuvre, sur 30 mois, d'un "projet de renforcement de la citoyenneté et de la solidarité pour un environnement sain dans

la banlieue de Dakar." Ayant découvert tardivement ce financement, le ministre de l'économie, **Amadou Ba**, a pris à partie, mi-avril, le chef de la délégation de l'UE à Dakar, **Joaquin Gonzalez-Ducay**. Le ministre a reproché à ce dernier de soutenir un mouvement dont les activités sont politiques, une pratique interdite au Sénégal pour les bailleurs étrangers. Depuis que ce groupe a réuni des milliers de manifestants à Dakar, le 7 avril, le gouvernement surveille de près les autres potentiels donateurs de "Y'en a marre". En 2012, ce mouvement s'était opposé à la volonté du président **Abdoulaye Wade** de rempiler pour un troisième mandat. ●

Case à devinettes

ENIGME GÉOGRAPHIQUE

A quel pays le vice-président ivoirien **Daniel Kablan Duncan** faisait-il référence lorsqu'il a regretté, devant les patrons de **Medef international**, le 16 mai à Paris, que la France investisse davantage dans un autre Etat africain que la Côte d'Ivoire ?

DIÈTE FORCÉE À BRAZZAVILLE

Pourquoi l'opposant congolais **Jean-Marie Michel Mokoko**, emprisonné à la maison d'arrêt centrale de Brazzaville, a eu toutes les difficultés du monde pour s'alimenter lors du week-end de Pâques, du 15 au 18 avril ?

JA : JOURNALISTES ANONYMES ?

De quelle manière la rédaction de *Jeune Afrique* a-t-elle réagi après avoir appris, par un simple mail interne émanant du rédacteur en chef technique **Laurent Giraud-Coudière**, que le nom de tous les journalistes allait être supprimé de l'Ours de l'hebdomadaire à l'exception de ceux de **François Soudan**, directeur de la rédaction, et des deux directeurs exécutifs **Marwane Ben Yahmed** et **Amir Ben Yahmed** ?

SORO DÉZINGUE HOLLANDE

Mais où est donc passée la tribune que **Guillaume Soro**, président de l'Assemblée nationale ivoirienne, avait rédigée à destination de journaux français et qui portait un regard particulièrement critique sur la politique africaine du désormais ex-chef de l'Etat français, **François Hollande** ?

Sur la Toile... on dit quoi ?

L'ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER SE SERRE LA CEINTURE

L'Académie des sciences d'outre-mer, située rue La Pérouse à Paris (16^e arr.), ne roule plus vraiment sur l'or selon la nouvelle vidéo publiée sur notre site *Africa Intelligence* (voir [ICI](#)). En 2013, cette institution, présidée par l'historien **Philippe Bonnichon**, a reçu un don d'**Alassane Ouattara** lors de son investiture. Le président ivoirien était alors le "protégé" de **Blaise Compaoré**, intronisé quelques années auparavant ([LC N°667](#), [LC N°669](#)). L'enveloppe a permis de rénover plusieurs salles en sous-sol afin d'y entreposer des ouvrages récupérés à la documentation française. Mais pour assurer les salaires de son secrétariat, dirigé par **Pierre Gény**, cette institution a dû concéder à l'**OCDE** la location de son 4^e étage. L'Académie compte de nombreux africanistes tels les ex-ambassadeurs **Louis Dominici** et **Jean-Marc Simon**.

Centrafrique

FAUSTIN TOUADÉRA À TEL AVIV POUR SÉCURISER SES DIAMANTS !

Le président centrafricain est venu chercher les moyens de protéger l'exploitation des gemmes indispensables à la relance de l'économie.

Cinq jours après avoir reçu les lettres de créances de **Ran Gidor**, ambassadeur d'Israël en Centrafrique, **Faustin Archange Touadéra** s'est envolé le 7 mai, pour trois jours, à Tel Aviv. Bien qu'établies depuis 1988, les relations entre les deux pays se sont renforcées en 2009 lorsque **François Bozizé**, dont Touadéra était le premier ministre, avait fait appel à l'homme d'affaires israélien **Samuel**

Sternfeld. L'actuel chef de l'Etat a concentré sa visite sur les dispositifs permettant d'accroître l'exportation diamantifère.

Protection. Signe de cette priorité, outre le ministre des mines **Leopold Mboli Fatran**, le ministre conseiller à la présidence chargé des investissements, **Jean-Baptiste Koba**, était du voyage. Tout au long de mars et avril, ce dernier a invité à Bangui d'anciens agents du **Mossad** et, comme révélé par *La Lettre du Continent*, plusieurs hommes d'affaires tels **Jacques Edery** (©LC n°752). Ce dernier, patron de **Nikuv International Projects** (NIP), convoite le marché de numérisation et de sécurisation de documents administratifs ainsi que la protection des sites diamantifères actuellement aux mains ou sous la menace de groupes armés. Cette insécurité freine les activités de plusieurs sociétés dont la major-angolaise **Endiama** ou la **Sodiam**. Acteur historique de ce secteur, le **Badica** (Bureau d'achat de diamant en Centrafrique) tourne au ralenti. Tel Aviv étant l'une des places fortes internationale sur le diamant, d'autres hommes d'affaires

sont attendus à Bangui, l'embargo sur l'exportation des pierres ayant été partiellement levé par le processus de Kimberley.

Armements. La marge de manœuvre de Faustin Touadéra se trouve, en revanche, limitée par l'embargo onusien continuant de peser sur l'importation d'armes. Une mesure qui, malgré la présence des quelque 11 000 Casques bleus de la **Minusca**, empêche la reprise de zones contrôlées par les chefs de guerre comme **Noureddine Adam**, ex-numéro deux de la **Séléka**, dans son fief de Kaga-Bandoro (Centre). Cet embargo n'a pas empêché le président centrafricain d'aborder la question de fournitures d'armements pour les **Forces armées centrafricaines** (Faca). Cette visite est intervenue alors qu'un imposant ballet de hauts responsables onusiens a défilé à Bangui, parmi lesquels le président en exercice de l'assemblée générale des **Nations unies**, **Peter Thomson**, et le sous-secrétaire général chargé des opérations de maintien de la paix, **Jean-Pierre Lacroix**, en raison de l'assassinat de cinq Casques bleus dans le sud-est du pays. ●

Business

GABON

LA BGFI, NOUVELLE RÉGIE FINANCIÈRE DE L'ÉTAT

Depuis plusieurs mois, la plupart des entreprises pétrolières installées à Port-Gentil, seconde ville du Gabon, versent leurs taxes et autres prélèvements directement sur un compte spécial de la **BGFI**, banque historiquement rattachée à la présidence, en lieu et place de la **Direction générale des impôts** (DGI). Cette procédure intervient en raison de la grève suivie des agents de la DGI.

CÔTE D'IVOIRE

BOUYGUES RECALÉ POUR LA RÉHABILITATION DU PONT HOUPHOUËT-BOIGNY

Le groupe français de BTP **Bouygues constructions** n'est pas parvenu à emporter le contrat de rénovation et de réhabilitation du pont Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. Cet ouvrage de la capitale économique ivoirienne rallie notamment la place de la République à la présidence dans le quartier des affaires du Plateau. Au terme de la procédure d'appel d'offres longue de plus d'une année, le consortium constitué des groupes français **Eif-**

fage et Spie a raflé la mise. Ce chantier est financé par la France via le Contrat désendettement développement (C2D). La société **Razel-Bec**, filiale BTP du groupe **Fayat**, était aussi en lice. Le dossier a été directement géré par **Ageroute**, organisme public chargé de la gestion des infrastructures routières et rattaché au ministère des infrastructures économiques.

CÔTE D'IVOIRE

ROTHSCHILD CONSEILLE DE NOUVEAU LE GOUVERNEMENT

La banque d'affaires **Rothschild**, où le nouveau président français **Emmanuel Macron** a fait ses armes, vient d'obtenir le contrat de conseil du gouvernement ivoirien. Ce dernier concerne une levée de fonds de deux milliards \$ dans le cadre de l'emprunt que l'Etat ivoirien doit lancer, à partir du 8 juin, sur les marchés de Londres et New York. **Rothschild** est déjà sous contrat avec la Côte d'Ivoire, notamment pour des opérations de promotion de ce pays auprès d'investisseurs américains et européens. Les premiers contacts entre **Rothschild** et Abidjan remontent à mars 2013 lorsqu'**Emmanuel Ahoutou**, le direc-

teur de cabinet adjoint du premier ministre **Daniel Kablan Duncan**, a accompagné la prospection de **Jean-Claude Meyer**, vice-président Europe, et de **François Wat**, associé-gérant. Depuis cette date, **Rothschild** a multiplié les contrats dans le pays.

SÉNÉGAL/CÔTE D'IVOIRE

LA BANQUE DE DAKAR SUR LA LAGUNE EBRIÉ

La **Banque de Dakar** (BDK) devrait ouvrir une filiale à Abidjan au cours du second semestre de 2017. Il s'agira de la seconde entité de ce groupe en Afrique de l'Ouest après Dakar. Cette ouverture est réalisée en partenariat avec **La Poste de Côte d'Ivoire**. Dénommée **La Banque d'Abidjan**, cette nouvelle société sera détenue à 80% par la BDK, les 20% restant revenant à La Poste de Côte d'Ivoire. Les premières discussions entre les deux entreprises ont été menées par **Isaac Gnamba**, DG de la poste ivoirienne et membre du secrétariat du **Rassemblement des Républicains** (RDR) d'**Alassane Ouattara**. Par la suite, le patron de la BDK, **Alfredo Saenz**, a géré ce dossier avec **Bruno Koné**, le ministre de la communica-

tion, de l'économie numérique et de la poste. Une initiative qui n'a pas été du goût de son collègue du budget, **Abdourahmane Cissé**. Ce dernier, l'un des protégés du chef de l'Etat ivoirien, souhaitait piloter cette implantation. BDK devrait injecter plus 25 milliards F CFA (38,1 millions €) dans son projet.

NIGER

LE FMI SCEPTIQUE

Au terme de sa mission à Niamey - du 3 au 10 mai - emmenée par **Cheikh Anta Gueye**, le **Fonds monétaire international** (FMI) est resté très prudent quant à la situation économique toujours aussi fragile du Niger. Ce pays reste confronté à ses problèmes endémiques comme *"le rythme de l'activité qui est à peine supérieur à la croissance de la population"*. L'institution pointe également la chute des recettes fiscales inhérente à celle des cours des matières premières, à commencer par l'uranium, mais aussi au contexte d'insécurité sous-régionale. Seul le redressement de la production pétrolière à partir du début de l'année 2017 a permis d'atténuer cette tendance.

CÔTE D'IVOIRE Samuel Maréchal rebondit à Abidjan

Le père de Marion Maréchal-Le Pen fait son come-back après une traversée du désert.

Bien qu'il ait démenti les rumeurs sur le recrutement de sa fille **Marion Maréchal-Le Pen** dans son cabinet de conseil et d'intermédiation financière, **Samuel Maréchal** ne manquera pas d'opportunités si, d'aventure, la députée sortante du Vaucluse venait à lui demander un poste. **Maréchal & associés** s'apprête à rouvrir ses bureaux à Abidjan pour rechercher de nouveaux contrats après avoir stoppé ses activités dans ce pays (🔗 [LC n°698](#)). L'homme d'affaires séjournera pour l'occasion à Abidjan du 20 au 25 mai. Samuel Maréchal s'était implanté en Côte d'Ivoire en 2007 via les réseaux du **Parti démocratique de Côte d'Ivoire** (PDCI) et **Stéphane Eholié**, fondateur de la société **Société ivoirienne de manutention et transit** (Simat). Ce dernier est un filleul d'**Henriette Konan**

Bédié, épouse de l'ex-président **Henri Konan Bédié**.

Par le passé, Maréchal a introduit la Simat en bourse à Paris, sur le marché **Euronext**, tout comme d'autres sociétés à l'instar de **Petro Ivoire**. L'un de ses autres atouts reste son ex-épouse **Cécile Houphouët-Boigny**, arrière-petite-fille de **Félix Houphouët-Boigny**, qui l'a présenté à **Charles Providence Gomis**, actuel ambassadeur de Côte d'Ivoire en France. Ce dernier est le beau-père de plusieurs hautes personnalités parmi lesquels l'ex-ministre du commerce et patron du groupe **Sifca**, **Jean-Louis Billon** ainsi que l'actuel ministre de l'énergie **Thierry Tanoh**. Maréchal a été en affaires avec le camerounais **Cyril Nkontchou** et l'architecte sénégalais **Pierre Goudiaby Atepa**, qui lui a ouvert les portes du Tchad. Il a par ailleurs été introduit au Burkina Faso via l'homme d'affaires **Mamadou Sanou** et a été proche du banquier **Marc D'Hombres**, ancien de la **Belgolaise**. ●

GABON La Commission bancaire de l'Afrique centrale étrille la BGD

La banque gabonaise est sous le feu des critiques en raison de sa gestion calamiteuse.

La **Cobac** (Commission bancaire de l'Afrique centrale) a informé, le 3 mai, l'ensemble des institutions bancaires du Gabon de sa décision (voir 🔗 [ICI](#)), prise quelques semaines plus tôt, de mettre la **Banque gabonaise de développement** (BGD) sous administration provisoire. Il est

reproché à cette banque d'Etat au personnel pléthorique (245 employés) d'accuser, par la faute de ses dirigeants, un déficit annuel abyssal (une chute de plus de 60% entre 2014 et 2015) et de se retrouver dans l'incapacité de couvrir ses charges d'exploitation. La Cobac blâme également la direction générale de cette banque pour son incapacité à produire un plan de restructuration "*cohérent et crédible*" malgré plusieurs rappels à l'ordre. ●

CÔTE D'IVOIRE ADHAM EL KHALIL SE LANCE DANS LE CACAO ET L'ANACARDE

Le patron du groupe agroindustriel **Eurofind**, **Adham El Khalil**, s'apprête à faire une incursion dans les filières du cacao et de l'anacarde après son échec dans le secteur brassicole à la suite du rachat de son entreprise **Les Brasseries ivoiriennes** (LBI), en 2014, par le français **Castel**. Le 10 mai, l'homme d'affaires ivoiro-libanais et son bras droit **Emmanuel Hurtado**, directeur général d'Eurofind, se sont entretenus avec le premier ministre **Amadou Gon Coulibaly** pour lui exposer leurs projets dans la transformation et l'industrialisation des fèves et de l'anacarde, deux filières bénéficiant de nombreux avantages fiscaux de la part des autorités ivoiriennes. Le chef du gouvernement a donné des instructions à ses ministres **Jean-Claude Brou** (industrie) et **Mamadou Sangafowa Coulibaly** (agriculture) afin qu'ils gèrent ce dossier. Dès le mois d'octobre prochain le **Conseil café-cacao** (CCC), organe public de gestion de ce secteur, devrait accorder à ce groupe ses premiers agréments pour l'achat de fèves.

CÔTE D'IVOIRE ADNAN MOHAMED SALLOUB DRIBBLÉ PAR AUCHAN

Le fondateur du groupe de distribution **Top budget**, **Adnan Mohamed Salloub**, n'exploitera finalement pas l'enseigne française **Auchan** sous franchise à Abidjan. Une divergence entre les deux parties a fait échouer ce deal entamé il y a plusieurs mois. L'homme d'affaires ivoiro-libanais vient d'ouvrir son nouveau centre commercial **Square Center** dans le quartier de Marcory Zone 3, au sud de la capitale économique, sans l'appui du groupe français. Au cours des années 2000, Mohamed Salloub a fondé la **Société ivoirienne d'alimentation** (Sial) devenue **Top budget** en mars 2015. Avec plusieurs supermarchés à Abidjan, **Top Budget** concurrence les groupes de distribution **Prosuma** et **Carrefour**.

Business

CÔTE D'IVOIRE MONGTINGIL, BATCO ET ECOTI POUR LA PROPRIÉTÉ D'ABIDJAN

Les autorités ivoiriennes viennent d'accorder le marché de gestion des ordures du district d'Abidjan aux trois sociétés originaires du Liban et de la Tunisie : **Mongtingil Liban**, **Batco Liban** et **Ecoti Tunisie**. La concession porte sur 10 à 15 ans. Pour gagner ces contrats, ces entreprises ont fait un intense lobbying auprès de la ministre

de l'environnement, **Anne-Désirée Ouloto**, et de **Sarrahn Ouattara**, DG de l'Anasur (Agence nationale de la salubrité urbaine). Cette dernière est la fille de **Gaoussou Ouattara**, le frère aîné du président **Alassane Ouattara**. Le dossier du groupe libanais **Averda**, déjà bien implanté dans la gestion des ordures ménagères à Dubaï, n'a pas été retenu. Ce contrat avait été attribué à l'entreprise américaine **Wise Solutions** avant d'être dénoncé en 2015 (🔗 [LC n°703](#)).

FRANCE/CÔTE D'IVOIRE MEDEF MOBILISE SUR FOND DE MUTINERIE

Malgré le contexte d'insécurité régnant en Côte d'Ivoire après les mutineries commencées le 12 mai, le comité Afrique de **Medef International** a fait salle comble à Paris, le 16 mai, pour écouter **Daniel Kablan Duncan**. Le vice-président ivoirien était présent dans le cadre d'une "*rencontre restreinte et de haut niveau avec le Conseil de chefs*

d'entreprise France-Afrique de l'Ouest" de l'organisation patronale au **Cercle de l'union interalliée** (8^e arr.). Illustration de l'intérêt marqué pour le pays, quelque 80 messieurs Afrique d'institutions ou des principaux groupes hexagonaux avaient fait le déplacement. Parmi eux : **Vincent Larnicol** (**Airbus Group**) ; **Philippe Delleur** (**Alstom**) ; **Eric Sabatier** (**Bureau Veritas**) ; **Benoit Chauvin** (**Colas**) ; **Denis Girard** (**EDF**) ; **Muriel Dubois** (**Sciences-po**).

Gabon

ARSÈNE EMVAHOU, LE PRÉCIEUX INFORMATEUR D'ALI BONGO

Principal aide de camp d'Ali Bongo, l'énigmatique colonel **Arsène Emvahu**, 45 ans, est l'œil du chef de l'Etat gabonais dans l'opération "Mamba", processus engagé depuis le début de l'année 2017 pour, officiellement, lutter contre la corruption dans le pays (📍 [LC n°752](#)). Si Ali Bongo a choisi son conseiller **Hervé Patrick Opiangah** pour annoncer la mise en place de cette opération, il s'appuie en réalité sur Arsène

Emvahu pour être tenu informé, dans les moindres détails, de l'évolution de tous les dossiers liés à cette procédure, pendant de l'opération **Epervier** au Cameroun. Ce sécurocrate, **Téké** de la province du Haut-Ogooué, comme le président gabonais, travaille en liaison avec **Hubert Nganga**, autre colonel **téké** et actuel patron de la **Direction générale de la recherche** (DGR) spécialisée dans les enquêtes financières. Officier formé à l'**Ecole royale militaire** (ERM) de Belgique, Arsène Emvahu a fait, par le passé, partie de la garde rapprochée d'**Omar Bongo**. Après le départ du pays de l'ancien directeur du cabinet présidentiel **Maixent Accrombessi** pour raisons de santé, Arsène Emvahu est devenu le financier du Palais du bord de mer. Il est le seul à établir le contact entre la présidence et le Trésor public ainsi qu'avec les instances dirigeantes de la **BGFI**, groupe bancaire historiquement lié aux intérêts de la famille présidentielle. ●

UN SÉCUROCRATE REPÊCHÉ DE L'ÈRE BONGO-PÈRE

HUBERT NGANGA

Patron de la **Direction générale de la recherche** (DGR), **Hubert Nganga**, **Téké** de Bongoville, se présente comme l'autre informateur du Palais concernant l'opération "Mamba". Son intermédiaire auprès d'Ali Bongo est son "frère" **téké**, Arsène Emvahu.

NINA PATRICIA TSOUNGHAT

Cheffe de cabinet d'Ali Bongo depuis 2016, le commandant **Nina Patricia Tsounghat**, **Téké** du Haut-Ogooué, a connu Arsène Emvahu au cabinet militaire d'Omar Bongo. Les deux officiers, conservés à la présidence, faisaient partie de la garde rapprochée de l'ex-président.

FRÉDÉRIC BONGO

Non directement associé à l'opération "Mamba", le directeur général des services spéciaux de la **Garde républicaine** (GR) **Frédéric Bongo**, demi-frère d'Ali Bongo, travaille avec Arsène Emvahu sur les questions de sécurité.

NIGER Souleymane Yankori revêt à nouveau sa robe noire

Ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats du Niger, **Souleymane Yankori**, proche de l'actuel bâtonnier **Yayé Mounkaila**, vient d'être réinscrit au barreau du Niger après près de trois années de suspension pour "faute lourde". Cet avocat d'affaires a été le premier à obtenir, en 2012, la condamnation du Niger par l'**Ohada** dans le litige entre Niamey et la société **Africard**, filiale du libanais **Inkript** ([LC N°723](#)). Ce contentieux portait sur l'annulation

d'un marché de confection des documents biométriques. Proche de **Dany Chakour**, PDG d'Africard, Souleymane Yankori est accusé par les autorités nigériennes d'avoir utilisé des "*moyens déloyaux*" pour obtenir leur condamnation à verser près de 24 millions € à Africard, qui a obtenu la saisie des biens immobiliers de ce pays en France et aux Etats-Unis. Ce dossier sera examiné par le tribunal de Nanterre le 6 juin. ●

CONGO-B Hervé Mahicka fourbit ses armes contre Sassou

Ex-directeur de campagne du général **Jean-Marie Michel Mokoko**, emprisonné à Brazzaville pour "atteinte à la sûreté de l'Etat" (📍 [LC N°732](#), [LC N°747](#)), **Hervé Mahicka** vit en exil à Paris depuis la présidentielle contestée de mars 2016. Dans la capitale française, il se mobilise afin d'empêcher un accord entre le Congo-B et le **Fonds monétaire international** (FMI),

sans dialogue politique et social préalable. Seule la sous-direction Afrique centrale du quai d'Orsay a réagi à ses nombreux courriers, envoyés tous azimuts en mars. Ancien responsable du recrutement et de la gestion des carrières du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, **Guy Brice Parfait Kolélas**, Hervé Mahicka est désormais brouillé avec ce dernier. ●

CÔTE D'IVOIRE Alain Richard Donwahi cherche à recaser les ex-rebelles

Bien avant la vague de mutineries qui a déferlé dans tout le pays mi-mai, le ministre d'Etat chargé de la défense auprès d'**Alassane Ouattara**, **Alain Richard Donwahi** - s'il le reste... -, envisageait d'envoyer des hommes de l'ex-rébellion des **Forces nouvelles** (FN) de **Guillaume Soro** loin du pays, en les intégrant à des contingents onusiens de maintien de la paix. Après avoir écarté une proposition d'équipements de la France jugée trop coûteuse, Donwahi s'est tourné vers le Maroc, dont les intérêts sont très présents en Côte d'Ivoire, pour équiper et former un bataillon d'infanterie. Le ministre mise parallèlement sur cette participation à des opérations multilatérales pour redorer localement son blason, sérieusement terni par la succession de mutineries ayant embrasé le pays ces derniers mois (📍 [LC N°748](#)). L'attitude des soldats, y compris celui des forces spéciales, réclamant régulièrement le versement de primes, génère de fortes tensions au sein de l'armée. Donwahi peine d'autant moins à les contenir que la Côte d'Ivoire va réceptionner plusieurs et très couteux hélicoptères blindés de type **MI-24** (voir notre [📍 alerte](#)). ●

Abonnement annuel

937 € 23 NUMÉROS (PDF)

- L'édition en ligne
- Les alertes par e-mail
- Les dossiers et monographies **Insiders**
- Les archives depuis 1992
- L'application mobile (iOS, Android)

LA LETTRE DU CONTINENT est une publication d'Africa Intelligence, un portail édité par Indigo publications.

Elle paraît tous les 15 jours, en français depuis 1985 et en anglais depuis 2009.

► Directeur de publication: **Maurice BOTBOL** ► Directeur de la rédaction: **Philippe VASSET**

► Rédacteur en chef: **Frédéric LEJEAL** ► Journaliste: **Justine SPIEGEL**

► Contact rédaction: lejeal@indigo-net.com ► Tél: +33 1 44 88 57 34 ► Fax: +33 1 44 88 57 33

► Maquette conçue par Rampazzo & associés

© Indigo publications - Reproduction et diffusion interdites, y compris sur Intranet, sans autorisation écrite.

ISSN: 1624-611X ► Publié sur www.AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire : 1220 W 90644)

► Autres publications: La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidential, Africa Energy Intelligence, Africa Mining Intelligence, Africa Confidential (éd. française), Intelligence Online, La Lettre A et PresseNews.

indigo
publications

L'intelligence des faits

142, rue Montmartre
75002 Paris
Tél: + 33 1 44 88 26 10
info@indigo-net.com